

Dossier Technique Amiante



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

Xpo Tank Cleaning Nord France
63 Zone Portuaire 1er Avenue
Bâtiment 39
59211 SANTES (France)

Propriétaire

Société CCIL PORTS DE LILLE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX (France)

Demandeur

Société CCIL PORTS DE LILLE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX (France)

Date de création : 01/03/2021

Nombre de pages : 60

Fait à : LESQUIN

Référence du dossier : 2102CHNLICIL
PORTS DE LILLE SANTES

Auteur du rapport :
Cyril BOULANGER

Fonction : Opérateur de repérage

Certificat de compétence :

n° DTI/1905-005

Délivré par : SOCOTEC Certification
France

Contrat d'assurance :

AXA /

n° 10158549604 / échéance 31/12/2020

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Sommaire

I.	Description du bien	4
II.	Rapport de repérage.....	4
1.	Liste des rapports constituant le DTA.....	4
2.	Rapport de repérage amiante	4
III.	Travaux de confinement ou de retrait d'amiante et mesures conservatoires mises en œuvre	40
1.	Enregistrement des travaux.....	40
2.	Documents justificatifs des travaux	41
IV.	Consignes générales de sécurité et procédures d'intervention	43
V.	Fiche récapitulative du DTA	45

I. DESCRIPTION DU BIEN

Adresse du bâtiment	Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Bâtiment 39
Activité	Industrie
Date de permis de construire	< 1997
Section cadastrale	
Numéro de lot	Lot numéro Non communiqué,
Propriétaire	Société CCIL PORTS DE LILLE Place Leroux de Fauquemont CS 91394 59014 LILLE CEDEX (France)
Donneur d'ordre	Société CCIL PORTS DE LILLE Place Leroux de Fauquemont CS 91394 59014 LILLE CEDEX (France)

II. RAPPORT DE REPERAGE

1. LISTE DES RAPPORTS CONSTITUANT LE DTA

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES	01/03/2021	SOCOTEC Diagnostic Lille Lesquin Cyril BOULANGER	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

2. RAPPORT DE REPERAGE AMIANTE



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

Xpo Tank Cleaning Nord France
63 Zone Portuaire 1er Avenue
Bâtiment 39
59211 SANTES (France)

Propriétaire

Société CCIL PORTS DE LILLE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX (France)

Demandeur

Société CCIL PORTS DE LILLE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX (France)

SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Date du rapport : 01/03/2021

Date de commande : 15/02/2021

Date de visite : 22/02/2021

Nombre de pages : 60

Fait à : LESQUIN

Référence du dossier : 2102CHNLI CCIL
PORTS DE LILLE SANTES

Nombre de prélèvements : 11

Auteur du rapport :
Cyril BOULANGER

Fonction : Opérateur de repérage

Certificat de compétence :
n° DTI/1905-005

Délivré par : SOCOTEC Certification
France

Contrat d'assurance :
AXA /
n° 10158549604 / échéance 31/12/2020



Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Sommaire

I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE	7
1. PROGRAMME DU REPERAGE	7
2. PERIMETRE DU REPERAGE	7
II. CONCLUSIONS	7
III. OBJET DE LA MISSION	8
1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE	9
2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES	9
IV. DEROULEMENT DE LA MISSION	10
1. PRESTATIONS REALISEES	10
2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE	10
3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE	10
4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION	11
5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION	11
V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	12
1. COMPOSANTS DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE	12
2. COMPOSANTS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE	12
3. COMPOSANTS DE LA LISTE A NE CONTENANT PAS D'AMIANTE	12
4. COMPOSANTS DE LA LISTE B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE	13
5. COMPOSANTS DE LA LISTE A POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES	14
6. COMPOSANTS DE LA LISTE B POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES	14
VI. AUTRES COMPOSANTS REPERES HORS LISTES A ET B	15
1. AUTRES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR	15
2. AUTRES COMPOSANTS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR	15
VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT	15
ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION	16
ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS	21
ANNEXE 3 - PV ANALYSES	26
ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS	30
ANNEXE 5 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE – CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS	31
ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES	36
ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE	37

I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE

1. PROGRAMME DU REPERAGE

Matériaux et produits des listes A et B.

2. PERIMETRE DU REPERAGE

Ensemble de la propriété

II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante :

Niveau	Local	Matériau ou produit	Etat de conservation et obligations réglementaires
Néant			

Matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante :

Niveau	Local	Matériau ou produit	Etat de conservation et préconisations
Néant			

D'autres composants contenant de l'amiante, présents dans l'immeuble mais ne faisant pas partie des listes réglementaires (A ou B), peuvent avoir été portés à la connaissance de l'opérateur au cours de sa mission : ils sont mentionnés au chapitre 6 « Autres composants repérés ».

Dans le cas où certaines parties d'immeuble concernées par la mission n'ont pas été rendues accessibles lors de la visite de l'opérateur, des investigations complémentaires ou la mise à disposition de moyens d'accès devront être mis en place par le donneur d'ordre (le détail figure au § IV.3).

III. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans un immeuble bâti préalable à l'élaboration du DTA. Elle comporte :

- La recherche de la présence des matériaux et produits des listes A et B accessibles sans travaux destructifs ;
- L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de leur risque de dégradation lié à leur environnement.

Le présent rapport est destiné à **constituer le Dossier Technique Amiante de l'immeuble**.

L'intervention de SOCOTEC a pour référentiel les articles R 1334-20 et R 1334-21 du Code de la Santé Publique et les textes qui leur sont liés (en particulier arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013 relatif aux composants des listes A et B). Elle est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants des listes A et B définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs.

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant de la liste A à vérifier ou à sonder
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

Composant	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres
2. Planchers et plafonds	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.
	Planchers.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)
	Clapets/volets coupe-feu
	Portes coupe-feu
	Vide-ordures
4. Eléments extérieurs	Toitures.
	Bardages et façades légères.
	Conduits en toiture et façade.

1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Industrie

Date de construction / PC : < 1997

Autres

Ensemble de la propriété

2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Localisation	Description

IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC
Laboratoire(s) d'analyse :
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur(s) :

> Madame DIERCKX Karen

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

Parties non visitées

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

Autres informations sur le déroulement de la mission

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Occupation des locaux : En activité

4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Oui (plans)
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

Néant

5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeuble concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Intitulé du plan
SANTES_BAT 39.2_RDC_1	SANTES_BAT 39.2_RDC_1
SANTES_BAT 39.2_ETAGE_1	SANTES_BAT 39.2_ETAGE_1
SANTES_BAT 39_RDC_A3_1	SANTES_BAT 39_RDC_A3_1

V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage des composants des listes A et B classés par localisation.

Succesivement sont présentés :

Les composants contenant de l'amiante (§ 5.1 et 5.2),

Les composants des listes A et B repérés sans amiante (§5.3 et 5.4)

Les composants des listes A et B pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier l'amiante n'a pas encore été effectuée (§ 5.5 et 5.6)

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

En colonnes 3 et 4 des tableaux, figurent les numéros d'identification du composant et/ou du prélèvement : ceux-ci sont repris sur le(s) PV d'analyse, sur le(s) plan(s) et sur les fiches d'identification.

1. COMPOSANTS DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)	Etat de conservation et obligations réglementaires
Néant	-				

2. COMPOSANTS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)	Etat de conservation et préconisations
Néant	-				

3. COMPOSANTS DE LA LISTE A NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Localisation	Composant		N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion	Faux plafonds	Faux plafonds gaufrés rectangulaires	ZPSO- 006	P006	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 1; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Open space	Faux plafonds	Faux plafonds lisses blancs carrés 30*30	ZPSO- 007	P007	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Local info; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2	Faux plafonds	Faux plafonds mouchetés blancs rectangulaires	ZPSO- 008	P008	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Espace conducteurs	Faux plafonds	Faux plafonds lisses blancs carrés 30*30 sous face laine compressée	ZPSO- 009	P009	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de repos	Faux plafonds	Faux plafonds anciens granuleux carrés 30*30	ZPSO- 010	P010	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
	Faux plafonds	Faux plafonds gaufrés carrés 30*30	ZPSO- 011	P011	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)

Localisation	Composant		N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Cuisine; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Bureau 1	Faux plafonds	Faux plafonds blancs lisses rectangulaires	ZPSO- 012		Absence d'amiante (Sur marquage du matériau)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 2; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 1; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 2; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Sanitaires conducteurs; Rez- de-chaussée Bâtiment 39 - Vestiaires / sanitaires; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Salle de repos	Faux plafonds	Faux plafonds granuleux blancs carrés 30*30	ZPSO- 013		Absence d'amiante (Sur marquage du matériau)

4. COMPOSANTS DE LA LISTE B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Localisation	Composant		N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5	Dalles de sol	Dalles de sol vertes	ZPSO- 001	P001	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bungalow - Local 4; Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5	Dalles de sol	Dalles de sol bleues	ZPSO- 002	P002	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 1; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion	Dalles de sol	Dalles de sol vertes claires	ZPSO- 003	P003	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space	Dalles de sol	Dalles de sol grises	ZPSO- 004	P004	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space; Rez-de- chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2	Dalles de sol	Dalles de sol vertes foncées	ZPSO- 005	P005	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)

5. COMPOSANTS DE LA LISTE A POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

Localisation	Composant	N° Matériau	Conclusion (justification)
Néant	-		

6. COMPOSANTS DE LA LISTE B POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

Localisation	Composant	N° Matériau	Conclusion (justification)
Néant	-		

VI. AUTRES COMPOSANTS REPERES HORS LISTES A ET B

1. AUTRES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Néant	-			

2. AUTRES COMPOSANTS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Néant	-			

VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont en note 3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :

- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.

ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-001

Prélèvement : P001

Description : Dalles de sol vertes

Localisation : Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-002

Prélèvement : P002

Description : Dalles de sol bleues

Localisation : Rez-de-chaussée Bungalow - Local 4;

Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-003

Prélèvement : P003

Description : Dalles de sol vertes claires

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 -

Dégagement 1; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 -

Open space; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-004

Prélèvement : P004

Description : Dalles de sol grises

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-005

Prélèvement : P005

Description : Dalles de sol vertes foncées

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-006

Prélèvement : P006

Description : Faux plafonds gaufrés rectangulaires

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-007

Prélèvement : P007

Description : Faux plafonds lisses blancs carrés 30*30

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 1; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-008

Prélèvement : P008

Description : Faux plafonds mouchetés blancs rectangulaires

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Local info; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-009

Prélèvement : P009

Description : Faux plafonds lisses blancs carrés
30*30 sous face laine compressée

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 -
Espace conducteurs

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-010

Prélèvement : P010

Description : Faux plafonds anciens granuleux carrés
30*30

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de
repos

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-011

Prélèvement : P011

Description : Faux plafonds gaufrés carrés 30*30

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle
de repos

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-012

Prélèvement :

Description : Faux plafonds blancs lisses rectangulaires

Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Cuisine;
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 1

Résultat : Absence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-013

Prélèvement :

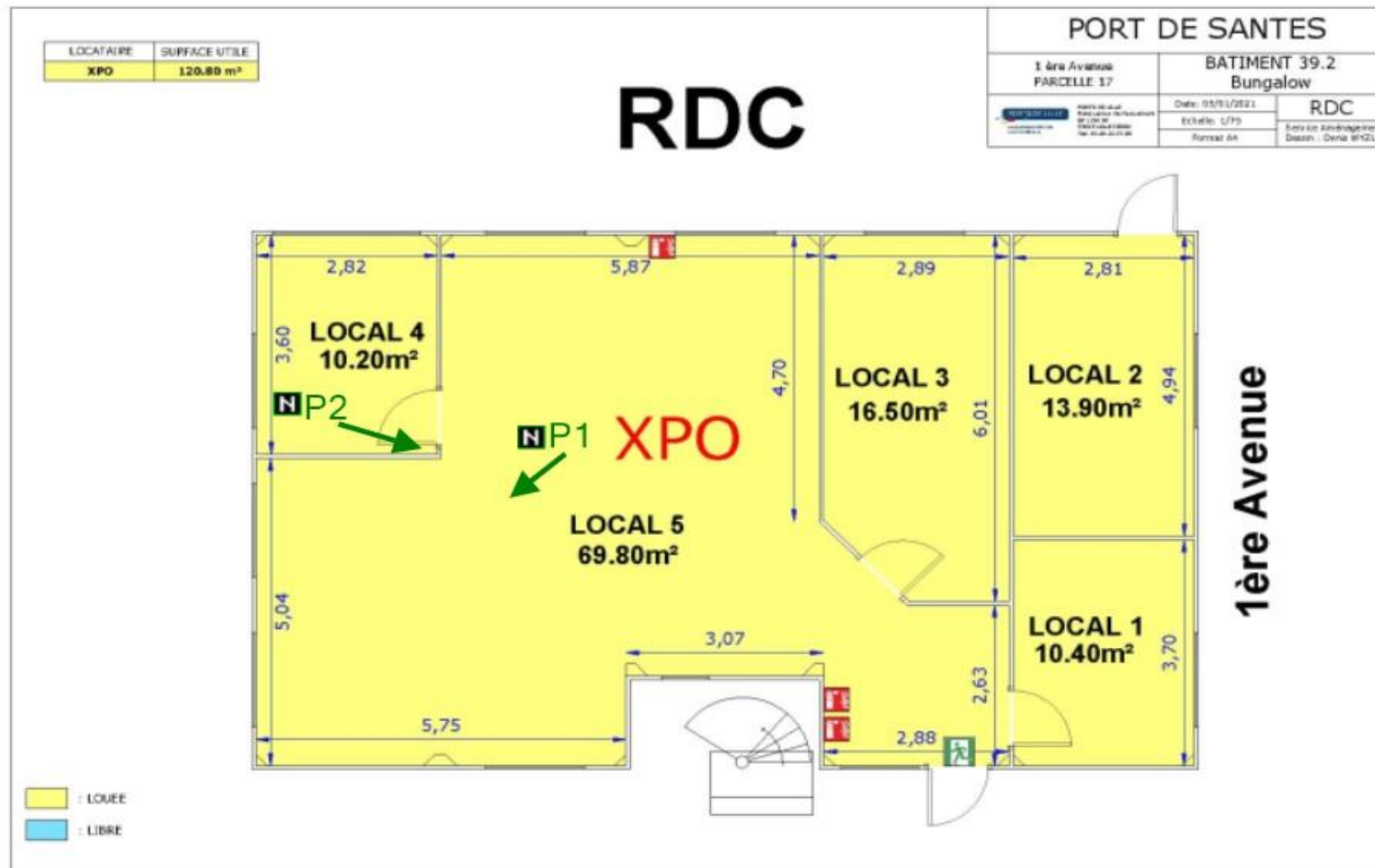
Description : Faux plafonds granuleux blancs carrés
30*30

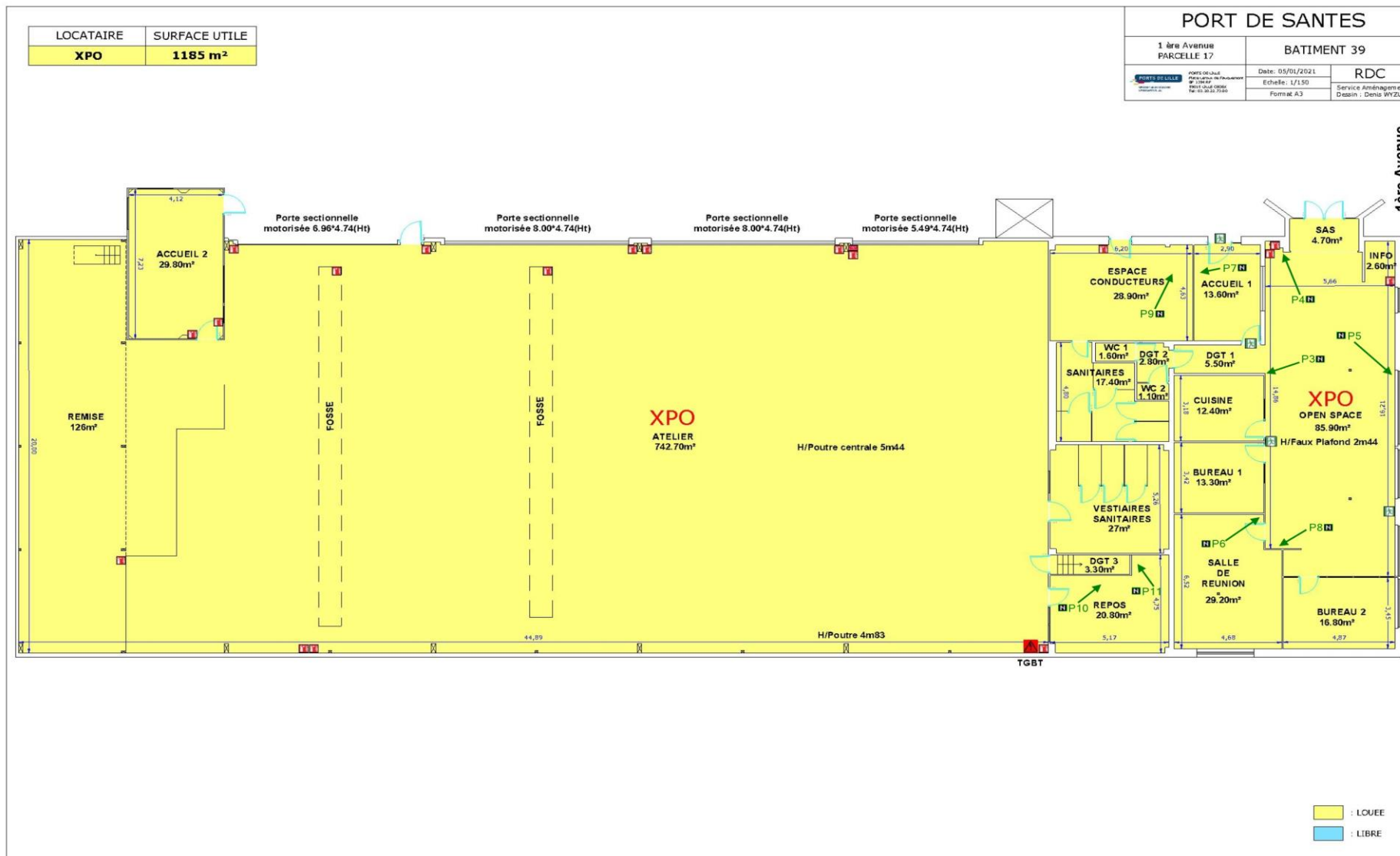
Localisation : Rez-de-chaussée Bâtiment 39 -
Dégagement 2; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc
1; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 2; Rez-de-
chaussée Bâtiment 39 - Sanitaires conducteurs;
Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Vestiaires /
sanitaires; Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de
repos













Résultat : Absence d'amiante

Quantité :

ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS





		<p>Nom du propriétaire : Société CCIL PORTS DE LILLE Adresse du bien : Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Bâtiment 39 59211 SANTES (France)</p>
	Conduit en fibro-ciment	
	Conduit autre que fibro-ciment	
	Brides	
	Dépôt de matériaux contenant de l'amiante	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste	
	Présence d'amiante	
	Dalles de sol	
	Carrelage	
	Colle de revêtement	
	Dalles de faux plafond	
	Toiture en fibro-ciment	
	Toiture en matériaux composites	

ANNEXE 3 - PV ANALYSES



Parc scientifique Haute Borne - Park Plaza II bât D – 31 Av de l'Harmonie
 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
 Tel : 03.20.86.20.72
 Fax : 03.20.87.99.78
 www.itga.fr

Accréditation n° 1-5971



Liste des sites et portées
 disponibles sur www.cofrac.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0221-6277 EN DATE DU 26/02/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
 Les informations fournies par le client sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.*

Client : SOCOTEC DIAGNOSTIC LILLE LESQUIN (CHNLI) 11 rue Paul Dubrule-CSS0446 59814 LESQUIN	Réf. Commande ITGA : IT0221-6277 Réf. Commande Client : 2102CHNLI_CCIL_PORTS_DE_LILLE_SANTES_2021_02_22_1209_4890
--	--

Prélevement(s) : Reçu au laboratoire le : 23/02/2021

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
 ou
 - Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
 - Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
 (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique(s) : - Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSQ 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques
 Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.
 ou
 - Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
 La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation)	Nombre de préparations	Date d'analyse	Résultat / Variété d'amiante
Réf dossier client : 2102CHNLI_CCIL_PORTS_DE_LILLE_SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France	Réf échantillon ITGA : IT022102-23296			
Réf échantillon client : P001 - Dalles de sol vertes - Rez-de-chaussee Bungalow - Local 5	Description ITGA : Moquette verte avec couche bitumineuse et poussières / Matériau blanc en faible quantité			
Moquette verte avec couche bitumineuse et poussières + matériau blanc en faible quantité non séparable	META (2)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI_CCIL_PORTS_DE_LILLE_SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France	Réf échantillon ITGA : IT022102-23297			
Réf échantillon client : P002 - Dalles de sol bleues - Rez-de-chaussee Bungalow - Local 4	Description ITGA : Moquette bleue et grise avec couche souple et poussières			
Moquette bleue et grise avec couche souple et poussières	META (2)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI_CCIL_PORTS_DE_LILLE_SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France	Réf échantillon ITGA : IT022102-23298			
Réf échantillon client : P003 - Dalles de sol vertes claires - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Open space	Description ITGA : Peinture / Moquette grise avec couche bitumineuse et poussières			
Peinture non séparable + moquette grise avec couche bitumineuse et poussières	META (2)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 11

Page 1/3

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0221-6277 EN DATE DU 26/02/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation)	Nombre de préparations	Date d'analyse	Résultat / Variété d'amiante
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P004 - Dalles de sol grises - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Open space	Réf échantillon ITGA : IT022102-23299		Description ITGA : Moquette grise avec couche bitumineuse et poussières	
Moquette grise avec couche bitumineuse et poussières	META (2)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P005 - Dalles de sol vertes foncées - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Open space	Réf échantillon ITGA : IT022102-23300		Description ITGA : Moquette grise avec couche bitumineuse et poussières / Matériau blanc en faible quantité en vrac	
Moquette grise avec couche bitumineuse et poussières + matériau blanc en faible quantité en vrac non séparable	META (2)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P006 - Faux plafonds gaufrés rectangulaires - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Salle de réunion	Réf échantillon ITGA : IT022102-23301		Description ITGA : Peinture / Matériau granuleux et brillant beige avec poussières	
Peinture non séparable + matériau granuleux et brillant beige avec poussières	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P007 - Faux plafonds lisses blancs carrés 30*30 - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Accueil 1	Réf échantillon ITGA : IT022102-23302		Description ITGA : Peinture / Matériau fibreux beige	
Peinture non séparable + matériau fibreux beige	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P008 - Faux plafonds mouchetés blancs rectangulaires - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Open space	Réf échantillon ITGA : IT022102-23303		Description ITGA : Peinture / Matériau fibreux beige avec poussières	
Peinture non séparable + matériau fibreux beige avec poussières	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P009 - Faux plafonds lisses blancs carrés 30*30 sous face laine compressée - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Espace conducteurs	Réf échantillon ITGA : IT022102-23304		Description ITGA : Peinture / Matériau fibreux jaune avec poussières	
Peinture non séparable + matériau fibreux jaune avec poussières	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

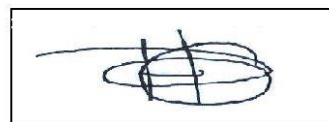
DTA 164-01 rev 11

Page 2/3

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0221-6277 EN DATE DU 26/02/2021
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation)	Nombre de préparations	Date d'analyse	Résultat / Variété d'amiante
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P010 - Faux plafonds anciens granuleux carres 30*30 - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Salle de repos	Réf échantillon ITGA : IT022102-23305 Description ITGA : Peinture / Matériau fibreux gris avec poussières			
Peinture non séparable + matériau fibreux gris avec poussières	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES - Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Batiment 39 59211 SANTES France Réf échantillon client : P011 - Faux plafonds gauffrés carres 30*30 - Rez-de-chaussee Batiment 39 - Salle de repos	Réf échantillon ITGA : IT022102-23306 Description ITGA : Matériau granuleux et brillant beige avec poussières			
Matériau granuleux et brillant beige avec poussières	META (1)	1	26/02/2021	Amiante non détecté / -

Validé par : Emeline HUYSMANS - Analyste



La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 11

Page 3/3

ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS

ANNEXE 5 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE – CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
 Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES




CERTIFICAT

N° DTI / 1905-005

Certifié par la présente que :			
Cyril BOULANGER			
a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences			
DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	13/07/2020	12/07/2027
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	13/07/2020	12/07/2027


qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Amiante : Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique



ACCREDITATION N° 4-0085
PORTÉE DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

Directeur Opérationnel **Guillaume Rey**



Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des certifiés disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à l'adresse : www.socotec-certification-international.fr
SOCOTEC Certification France - 13, cours Valmy 92977 PARIS LA DEFENSE - France - SAS au capital de 100 000€ - RCS Créteil 430 984 309 - www.socotec-certification-international.fr

ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre Assurance

► RC PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 ROUTE D'ALBERT
62450 AVESNES LES BAPAUME

COURTIER

VD ASSOCIES

81 BOULEVARD PIERRE PREMIER

33110 LE BOUSCAT

Tél : 05 56 30 95 75

Fax : 08 97 50 56 06

Email : CONTACT@VDASSOCIES.FR

Portefeuille : 0201478984

Vos références :

Contrat n° 10158549604

Client n° 0626089020

AXA France IARD, atteste que :

**SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 ROUTE D'ALBERT
62450 AVESNES LES BAPAUME**

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10158549604 ayant pris effet le 01/03/2018.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

AMIANTE :

ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE

DIAGNOSTIC AMIANTE PARTIES PRIVATIVES

CONTROLE PERIODIQUE (AMIANTE)

CONTROLE VISUEL APRES TRAVAUX (PLOMB - AMIANTE)

REPERAGE AMIANTE AVANT/ APRES TRAVAUX ET DEMOLITION

REPERAGE AMIANTE ET D'HAP SUR SURFACE BITUMEE ET ENROBES

PLOMB :

DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU

CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

DIAGNOSTIC DE RISQUE D'INTOXICATION AU PLOMB DANS LES PEINTURES (DRIPP)

RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX / DEMOLITION

ETAT PARASITAIRE :

ETAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

ETAT PARASITAIRE (MERULES, VRILLETES, LYCTUS)

INFORMATION SUR LA PRESENCE DE RISQUE DE MERULE (LOI ALUR)

MESURES :

MESURAGE LOI CARREZ ET LOI BOUTIN

CALCULS DES MILLIEMES -TANTIEMES DE COPROPRIETE ET REALISATION DE PLANS ASSOCIES SELON LES TEXTES SUIVANTS : LOI

1D052620190710

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

65-557 DU 10 JUILLET 1965, DECRET 67-223 DU 17 MARS 1967, DECRET 2004- 479 du 27 mai 2004 ET SUIVANTS FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS.

AUTRES :

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES (ENRNMT)

ESRS (ETAT DES SERVITUDES RISQUES ET D'INFORMATION SUR LES SOLS)

ERP (ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS)

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

DPE INDIVIDUEL POUR MAISONS INDIVIDUELLES, APPARTEMENTS ET LOTS TERTIAIRES AFFECTES A DES IMMEUBLES A USAGE PRINCIPAL D'HABITATION, AINSI QUE LES ATTESTATIONS DE PRISE EN COMPTE DE LA REGLEMENTATION THERMIQUE.

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE.

ETUDE REGLEMENTATION THERMIQUE 2005 ET 2012.

DOCUMENT ETABLI A L'ISSUE DU CONTROLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT AUTONOME ET COLLECTIF

ETAT DES LIEUX LOCATIFS

DIAGNOSTIC DE SECURITE PISCINE

CERTIFICAT DE DECENCE ET CERTIFICAT DE TRAVAUX DE REHABILITATION

DIAGNOSTIC POUR OBTENTION DE PRET A TAUX ZERO

INFILTROMETRIE-MESURES DE PERMEABILITE DU BATIMENT ET DES RESEAUX AERAIQUES

THERMOGRAPHIE INFRAROUGE

DIAGNOSTIC RADON : DANS TOUS TYPES DE BATIMENTS.

DIAGNOSTIC DANS LE CADRE DE LA LOI SRU AVANT MISE EN COPROPRIETE

DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER – ARTICLES R 111-43 A R 111-49 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES COPROPRIETE - Articles L 230-2, III, R 230-1 DU CODE DU TRAVAIL

DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG) POUR LES COPROPRIETES - LOI N° 2014-366 POUR L'ACCES AU LOGEMENT ET UN URBANISME RENOVE « ALUR », A L'EXCLUSION DE MISSIONS RELEVANT D'UN PROFESSIONNEL DE LA VENTE OU DE LA LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS.

DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES

EXPERTISE EN VALEUR VENALE ET LOCATIVE (SOUS RESERVE D'OBTENTION DE FORMATION)

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

CENTRE DE FORMATION

MESURES D'EMPOUSSIEREMENT AMIANTE AVEC STRATEGIE D'ECHANTILLONAGE

DIAGNOSTIC QUALITE DE L'AIR INTERIEUR

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES INSTALLATIONS DE GAZ

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES ENGINS DE LEVAGE ET DE CHANTIER

DIAGNOSTIC SECURITE INCENDIE

CONTROLE DE SECURITE DES AIRES DE JEUX

RECHERCHE DE METAUX LOURDS SUR TOUS TYPES D'OUVRAGES ET DE BÂTIMENTS

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par sinistre et par année d'assurance.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 02 Janvier 2020

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

1. ENREGISTREMENT DES TRAVAUX

[illegible]

2. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DES TRAVAUX

Les documents à intégrer sont :

- > procès-verbaux de réception de travaux ;
- > les bordereaux de suivi de déchets ;
- > les rapports de mesures d'empoussièrement libératoires et de restitution réglementaires et autres ;
- > les rapports d'examens visuels des surfaces traitées après travaux réglementaires et autres.

INSERER
LES DOCUMENTS
CORRESPONDANT A CHAQUE
OPERATION DE TRAVAUX

IV. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET PROCEDURES D'INTERVENTION

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

V. FICHE RECAPITULATIVE DU DTA

II. RAPPORTS DE REPERAGE

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES	01/03/2021	SOCOTEC Diagnostic Lille Lesquin Cyril BOULANGER	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Oui (plans)
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

Néant

III. LISTE DES LOCAUX AYANT DONNES LIEU AU REPERAGE

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES	Rez-de-chaussée Bungalow - Local 1, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 2, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 3, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 4, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5, 1er étage Bungalow - Entrée, 1er étage Bungalow - Salle de réunion, 1er étage Bungalow - Bureau, 1er étage Bungalow - Cuisine, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Sas, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Local info, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Cuisine, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Atelier, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Espace conducteurs, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Sanitaires conducteurs, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Vestiaires / sanitaires, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 3, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de repos, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Remise, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 2	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code	2102CHNLI CCIL PORTS DE LILLE SANTES	Rez-de-chaussée Bungalow - Local 1, Rez-de-chaussée	Néant

de la santé publique		Bungalow - Local 2, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 3, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 4, Rez-de-chaussée Bungalow - Local 5, 1er étage Bungalow - Entrée, 1er étage Bungalow - Salle de réunion, 1er étage Bungalow - Bureau, 1er étage Bungalow - Cuisine, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Sas, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Open space, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Local info, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Wc 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Cuisine, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 1, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Bureau 2, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de réunion, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Atelier, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Espace conducteurs, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Sanitaires conducteurs, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Vestiaires / sanitaires, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Dégagement 3, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Salle de repos, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Remise, Rez-de-chaussée Bâtiment 39 - Accueil 2	
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

IV. IDENTIFICATION DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation et mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)	Informations complémentaires
Néant					

2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation et mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)	Informations complémentaires
Néant					

V. LES EVALUATIONS PERIODIQUES

1. Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement
Néant				

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

2. Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement
Néant				

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

VI. TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES

1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

3. Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION

Composant	Localisation	Conclusion (justification)	Photo
Néant			

ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS

PORT DE SANTES

1ère Avenue
PARCELLE 17

BATIMENT 39.2
Bungalow



PORT DE SANTES
Bâtiment 39.2
1ère Avenue
59211 Santes (France)
Tél. 03 20 33 11 00

Date: 05/01/2021

Echelle: 1/75

Format A4

RDC

Série de levé/ajustement
Dessin : Denis WIGLI

RDC

1ère Avenue



LOUEE
LIBRE

LOCATAIRE	SURFACE UTILE
XPO	121 m²

PORT DE SANTES

1ère Avenue
PARCELLE 17

BATIMENT 39.2
Bungalow



Date: 05/01/2021

Echelle: 1/75

Format A4

ETAGE

Service Aménagement
Dessin : Denis WAGEL

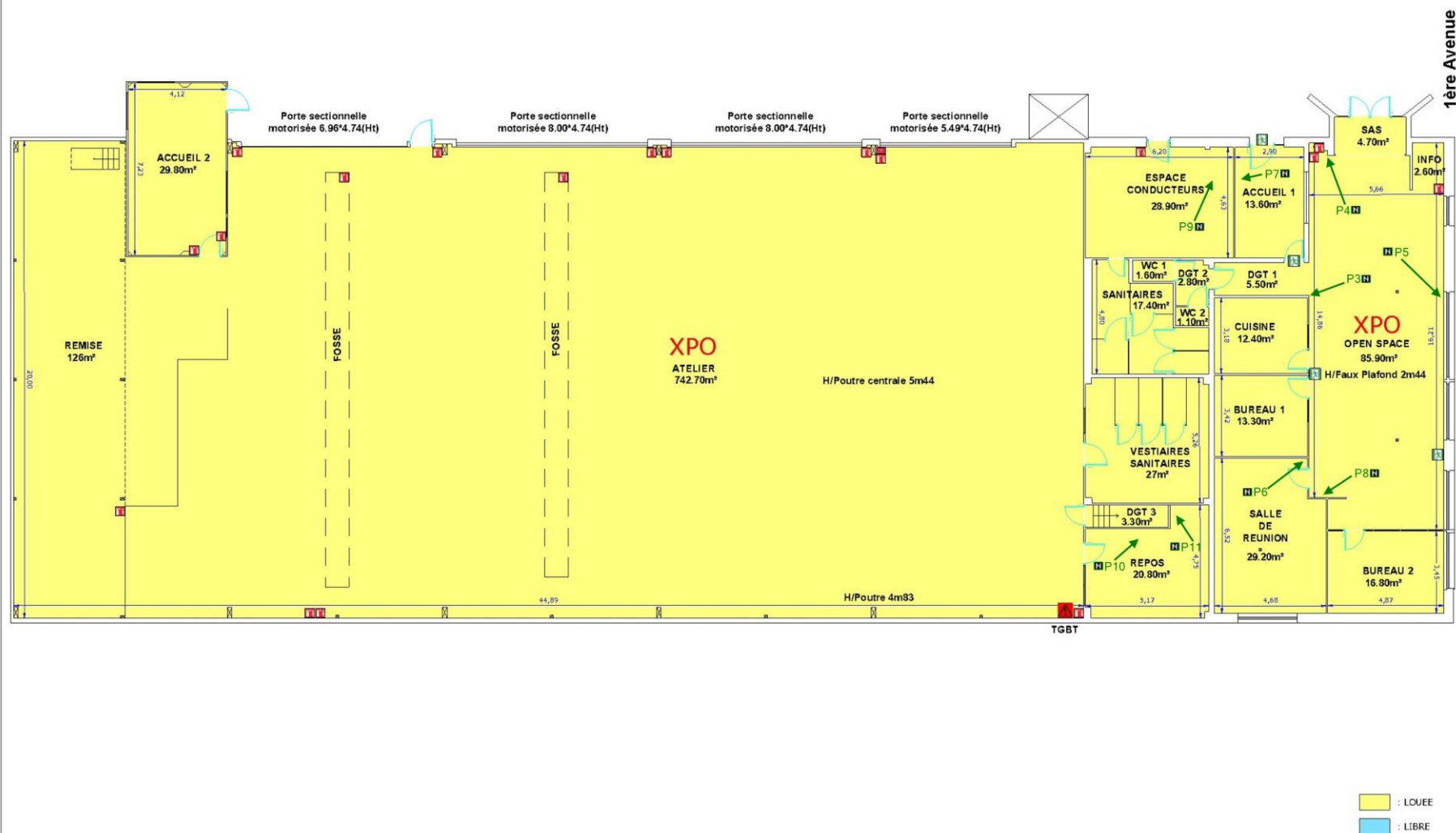
ETAGE















1ère Avenue

: LOUEE
 : LIBRE

PORT DE SANTES		
1 ère Avenue PARCELLE 17	BATIMENT 39	
<small>PORT DE LILLE</small> <small>Ports de Lille - CCIL</small> <small>100 rue de la République</small> <small>59600 Lille</small> <small>Tel : 03 20 33 73 90</small>	Date: 05/01/2021 Echelle: 1/150 Format A3	RDC Service Aménagement Dessin : Denis WYZU



	Conduit en fibro-ciment	<p>Nom du propriétaire : Société CCIL PORTS DE LILLE Adresse du bien : Xpo Tank Cleaning Nord France 63 Zone Portuaire 1er Avenue Bâtiment 39 59211 SANTES (France)</p>
	Conduit autre que fibro-ciment	
	Brides	
	Dépôt de matériaux contenant de l'amiante	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste	
	Présence d'amiante	
	Dalles de sol	
	Carrelage	
	Colle de revêtement	
	Dalles de faux plafond	
	Toiture en fibro-ciment	
	Toiture en matériaux composites	

ANNEXE 3 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.